

Ne laissons pas notre avenir « en attente »,
Tous dans la rue le 7 juin !

Cela fait plusieurs mois que les jeunes se mobilisent : manifestations, occupations des locaux universitaires ou encore blocages des lieux d'examen pour refuser la mise en place de la sélection à l'entrée de l'Université et pour revendiquer le financement de nos établissements.

Plutôt que d'écouter les jeunes, le gouvernement a cherché par tous les moyens possibles à faire taire la contestation à travers l'usage de la police. Les 101 interpellations suite à l'évacuation du lycée Arago, et la prolongation de la garde à vue pour de nombreux mineurs, montre que le gouvernement souhaite intimider les jeunes. Depuis le début du mouvement, les interventions policières se multiplient sans cesse. Face à la violence policière de ce gouvernement, nous affirmons que notre détermination reste intacte. Nous exigeons la fin des interventions policières dans les universités et l'abandon de toutes les poursuites judiciaires !

Les interventions dans les universités se sont accompagnées souvent de fermetures administratives et de mises sous tutelles. Par ce biais, les présidences d'universités cherchent à empêcher les étudiants de se réunir. Nous dénonçons fermement cette politique et exigeons la réouverture immédiate des sites fermés administrativement.

Cette situation est d'autant plus révoltante que le 22 mai, toutes nos craintes ont été confirmées : d'après les chiffres du ministère près d'un-e jeune sur deux qui candidate sur Parcoursup, soit 400 000 jeunes, s'est retrouvé-e sans aucune solution d'inscription dans l'enseignement supérieur. L'année dernière, à l'issue de la première session, seul-e-s 150 000 candidat-e-s se retrouvaient dans cette situation. L'injustice vécue par les étudiant-e-s est réelle : aujourd'hui, une semaine après le 22 mai, 27 % des candidats, soit 218 700 sont toujours en attente, 41 % ont reçu une proposition sans l'avoir accepté. Les jeunes ayant obtenu l'accès à la filière de leur choix restent extrêmement minoritaires, beaucoup reçoivent des propositions qui ne les intéressent pas, parfois contraint d'accepter des propositions dans des vœux dit de « secours ». Les lycéen-ne-s de milieu populaire, issue des académies les moins dotées, sont les premier-e-s touché-e-s. La cartographie de l'exclusion sociale est marquante : à Bondy, au lycée Renoir, 100% des élèves en classe techno n'ont aucune affectation.

A quelques semaines des épreuves du Bac, se retrouver en attente sur tous ces vœux, loin derrière dans les listes d'attentes, ne peut que décourager les très nombreux-ses jeunes concerné-e-s. Le stress des examens se cumule avec l'angoisse suscitée par Parcoursup, que les lycéen-e-s doivent regarder tous les jours afin de répondre rapidement aux « oui » potentiels. Le Bac perd d'ailleurs tout son sens si les jeunes diplômé-e-s n'ont aucune garantie de pouvoir faire des études dans le supérieur. Aujourd'hui, défendre la valeur de son diplôme, c'est se battre contre la sélection et pour l'ouverture de place dans les universités !

Comme si la sélection à l'entrée de la fac ne suffisait pas, une fuite publiée par le Monde montre que le gouvernement prévoit de réformer les prestations sociales. En empêchant les cumuls (APL et bourses sur critères sociaux) ou en renforçant les contrôles et les conditions de l'aide, les jeunes, notamment d'origines sociales modestes, vont être frappé-e-s de plein fouet. Encore une fois, les riches peuvent dormir tranquille : c'est sur le dos des étudiant-e-s que les économies vont être réalisées pour financer la « flat tax » ou la suppression de l'ISF.

Nous, jeunes mobilisé-e-s depuis plusieurs mois, nous réaffirmons que le Baccalauréat est le premier grade universitaire et qu'il doit être la seule condition d'admission dans

l'enseignement supérieur. Nos organisations exigent l'abrogation de la loi ORE et la mise en place d'un véritable investissement en faveur de l'enseignement supérieur, afin d'ouvrir des places dans l'enseignement supérieur et garantir la liberté pour tous et toutes de choisir ses études.

Les journées de grève et de mobilisation à la SNCF, dans la fonction publique, dans les hôpitaux, dans le privé contre les licenciements, montrent que la jeunesse scolarisée n'est pas seule à se battre contre les réformes antisociales d'En Marche. Face à ce gouvernement qui nous attaque tou-te-s, l'ensemble des jeunes et des salarié-e-s se mobilisent pour défendre leurs droits.

Conscient-e-s que c'est par la mobilisation que nous pourrions imposer nos revendications, nos organisations appellent les lycéens et les étudiants à faire grève et manifester le 7 juin .

Jeunes Insoumis-ses – UNL – UNEF – NPA Jeunes – Réseau jeunes du Parti de Gauche –
Jeunes Génération.s – JOC – Jeunes Écologistes